



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2890  
22 décembre 2023  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Indigne, xénophobe et raciste À bas la loi Immigration!



Grève des travailleurs sans-papiers d'Emmaüs, à Saint-André-lez-Lille, dans le Nord.

### Moyen-Orient

**Le terrorisme d'État de  
Netanyahou, Biden et Macron**

Pages 2, 8, 9

### Logement

**Un toit,  
c'est un droit!**

Page 5

**Leur société**

- Loi Immigration: révoltante! 3
- Communiqué de Nathalie Arthaud: une attaque contre tous les travailleurs 3
- Une protestation indispensable 3
- Complémentaires santé: toujours plus chères 4
- Bourse: « Tout va très bien, Madame la Marquise... » 4
- Taxe sur l'électricité: « l'impôt saigne le malheureux » 4
- Quartier de l'Alma - Roubaix: halte à la démolition programmée! 5
- Le Havre: des dizaines d'enfants à la rue 5
- Nos lecteurs écrivent: des locataires se font respecter 5
- Pénurie d'antibiotiques: la maladie du profit 6
- Police Brav-M: ces pères Noël sont des ordures 6
- Éducation: Attal brasse du vent 6
- Lycée Blanqui - Saint-Ouen: un toit, c'est un droit! 6
- Voitures électriques: une petite carotte pour pas grand-monde 7
- Bonus écologique: cherchez l'erreur 7
- Bolloré et Vivendi: le parasite a dévoré sa proie 7

**Dans le monde**

- Gaza: massacre en toute impunité 8
- Cisjordanie: l'armée et les colons contre les Palestiniens 8
- Mer Rouge: escalade guerrière 9
- COP 28: les profits des pétroliers sont saufs 9
- Niger: les sanctions ne frappent que la population 10
- Méditerranée: noyés par la faute des dirigeants européens 10
- Argentine: nouveau président, vieilles recettes 16
- Hongrie: une politique patronale qui fait scandale 16

**Dans les entreprises**

- Casino 11
- Safran - Villaroche 11
- CGI - Bordeaux 12
- Bourse du travail d'Aubervilliers 12
- Hôpital Paul-Guiraud Villejuif et Clamart 12
- Hôpital Lyon Sud Pierre-Bénite 12
- Médiapost 13
- SGD - Sucy-en-Brie 13
- Amazon - Brétigny 13
- Valeo - Angers 14
- Renault Technocentre Guyancourt 14
- Renault - Le Mans 14
- ArcelorMittal Dunkerque et Mardyck 15

# Gaza: le terrorisme d'État des Netanyahu, Biden et Macron

L'armée israélienne a annoncé la mort, vendredi 15 décembre, dans la bande de Gaza, de trois otages israéliens tués par ses propres soldats. Les trois otages étaient apparus dans un secteur d'affrontements intenses, agitant un drapeau blanc et parlant en hébreu. Identifiés quand même comme une menace, ils ont été abattus.

Netanyahu a parlé d'« erreur », d'« accident tragique ». Mais l'armée israélienne n'a pas tué des hommes désarmés brandissant un drapeau blanc par erreur! Elle les a tués parce qu'elle applique, depuis deux mois, une politique de terreur en tuant indistinctement enfants, femmes, vieillards et miliciens du Hamas.

L'armée israélienne a déjà tué au moins 20 000 personnes dans la bande de Gaza. Seize fois plus que les morts du 7 octobre, et avec tous ceux qui ont disparu dans les décombres, otages compris, c'est sûrement davantage! Ces bombardements aveugles qui surprennent et tuent des civils dans leurs activités quotidiennes ou dans leur sommeil sont des choix politiques. C'est du terrorisme d'État.

Ce n'est pas le Hamas que l'armée israélienne cherche à terroriser. Le Hamas est un appareil d'État miniature et une mini-armée, préparés pour faire face. Depuis le début, Netanyahu sait que le Hamas survivra au déluge de feu, ses principaux dirigeants étant à l'abri depuis longtemps. Et il sait que le Hamas restera un de ses interlocuteurs, comme il l'est déjà dans les négociations actuelles.

Le gouvernement israélien cherche à terroriser la population palestinienne. Il a besoin de la briser pour de longues années, de sorte qu'elle se résigne aux solutions qu'Israël et les grandes puissances choisiront pour elle.

Ce besoin est bien compris de toutes les grandes puissances, à commencer par les États-Unis. Combien de fois ces derniers ont, eux-mêmes, usé de telles méthodes? Combien y a-t-il eu de Gaza au Vietnam, en Amérique latine, en Irak et en Afghanistan? Et comment oublier la terreur dans laquelle les États-Unis ont plongé les Japonais en larguant, en 1945, deux bombes atomiques, l'une sur Hiroshima, l'autre sur Nagasaki!

La bourgeoisie américaine a bâti son avance sur le reste du monde grâce aux capitaux qu'elle avait accumulés, mais aussi en utilisant la violence d'État, chaque fois qu'il le fallait, pour mettre la main sur des terres, éliminer un concurrent ou mater un peuple récalcitrant. C'est cette politique sans pitié qui l'a rendue maîtresse du monde.

Alors oui, ce que l'on nous présente comme la plus grande démocratie du monde, la démocratie américaine, est responsable du carnage perpétré à Gaza. Biden pourrait retenir le bras armé d'Israël. Les bombardements s'arrêteraient en quelques jours si les États-Unis stoppaient leurs livraisons de munitions à Israël. Loin de cela, ils viennent de s'asseoir sur un vote de l'ONU demandant un cessez-le-feu humanitaire à Gaza, parce

qu'ils sont fondamentalement d'accord avec cette politique de terreur.

Le massacre des Palestiniens montre, une fois de plus, que les règles internationales et le respect des droits humains ne sont que des mots. Ceux qui décident sont les plus puissants, les plus riches, les mieux armés.

La plupart du temps, ils imposent l'exploitation et leur dictature du haut de leurs milliards au travers du marché et de la concurrence. C'est dramatique pour les peuples et l'avenir de la planète, qui sont exploités jusqu'à leur épuisement. Mais tant que cela ne provoque pas de révolte, la domination de la grande bourgeoisie peut se cacher derrière une prétendue liberté et démocratie, comme c'est le cas dans la plupart des riches pays impérialistes.

Dès que sa domination est contestée, la devanture démocratique fait place à l'oppression directe et violente de l'appareil d'État réduit à sa plus simple expression: celle d'une bande d'hommes armés.

Aujourd'hui, les maîtres du monde utilisent les deux méthodes de domination. Aux États-Unis ou en France, où la grande bourgeoisie ne se sent pas menacée par une révolte généralisée, Biden et Macron dirigent au travers du cirque démocratique. Contre les Palestiniens, ils défendent la politique des bombes et des geôles israéliennes.

Ces deux politiques sont les deux faces d'une même pièce: celle de la domination du système capitaliste, de la grande bourgeoisie et de ses États. Mais, aussi féroce soit-elle, cette domination n'est pas plus éternelle que celle des empereurs ou des rois.

Tant qu'il existera des exploités et des opprimés, il y aura des révoltés et la possibilité de transformer la société. Les travailleurs ont les moyens de lutter et d'œuvrer pour une société collective guidée par l'intérêt de l'humanité. L'avenir appartient à ceux qui en seront convaincus.

Nathalie Arthaud



Le point de passage vers l'Égypte, à Rafah, bombardé lundi 19 décembre.

## Loi Immigration : révoltant !

La loi Immigration a été adoptée le 19 décembre par le Parlement. Le projet rédigé par la commission mixte composée de sénateurs et de députés a été voté par les élus LR et RN et par les trois quarts des députés de la majorité macroniste, pas gênés de se retrouver avec la droite et l'extrême droite sur un texte indigne, xénophobe et raciste.

Macron a fait de cette loi contre les travailleurs immigrés son cheval de bataille, un de ses projets phare. Pour cela, il était prêt à toutes les tractations avec le groupe LR. Voilà pourquoi les droits d'une partie de la classe ouvrière ont été l'objet de marchandage entre politiciens avides de places et de pouvoir.

Le projet, de nouveau soumis au vote, est un ramassis d'ignominies. Restreindre l'obtention de titres de séjour ou entraver le regroupement familial ne fera que précariser plus cette fraction de la population. Les immigrés sont ainsi traités comme des criminels. Les conditions de rétention des jeunes de 16 à 18 ans seront aggravées malgré l'interdiction émanant des autorités européennes. En Outre-mer, ils pourront être enfermés, comme c'est le cas

à Mayotte pour 3000 d'entre eux, y compris des moins de 16 ans. Le gouvernement pourrait également expulser tout immigré encourant une peine de cinq ans de prison, sans même attendre sa condamnation. Qui peut croire que le sort de la population va s'améliorer parce qu'on enferme des enfants et qu'on bafoue les droits de certains travailleurs sans qu'ils soient coupables d'aucun délit ?

Le groupe LR a fait de la surenchère et exigé de nouvelles conditions. La régularisation des immigrés dans les métiers dits en tension sera sous le contrôle des préfets, qui pourront donc obéir aux patrons et faire de l'arbitraire à leur bon vouloir.

La réforme de l'Aide médicale d'État, réclamée à cor et à cri par Éric Ciotti sous le prétexte fallacieux

d'économies, ne servira qu'à précariser encore plus les sans-papiers et faire courir des risques sanitaires à toute la population.

Le groupe LR a repris à son compte la démagogie raciste du RN et a fait entrer dans la loi la notion d'inégalités des droits entre Français et étrangers, entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Les travailleurs immigrés ne pourront toucher des APL qu'après trois mois de présence pour

ceux qui ont un travail et cinq ans pour ceux qui n'en ont pas. Pour les allocations familiales, il faudra attendre 30 mois pour ceux qui ont un travail, cinq ans pour les autres. Quel pouvoir de chantage dans les mains des patrons et des préfets ! Comment ne pas comprendre que si les patrons ou l'administration peuvent commencer à décider que l'un a des droits et l'autre pas, tous les travailleurs sont menacés ?

Les politiciens se sont

déchaînés pour obtenir cette loi qui est avant tout destinée à plaire à l'extrême droite en désignant l'étranger comme l'ennemi. Elle divisera les travailleurs en rendant plus difficile la vie d'une partie d'entre eux, ce qui n'améliorera en aucun cas la vie des autres. De plus, laisser passer de telles attaques contre quelques-uns ne peut que renforcer le joug qui pèse sur tous.

Aline Urbain



Dans la manifestation du 18 décembre contre la loi Darmanin.



## Communiqué de Nathalie Arthaud Une attaque contre tous les travailleurs

Pour faire voter leur loi anti-immigrés, Darmanin, Borne et Macron y ont intégré nombre des propositions des Républicains qui les avaient eux-mêmes puisées dans le programme de Le Pen. Une nouvelle majorité a donc surgi à l'Assemblée nationale : l'alliance de la Macronie, de LR et du RN.

Avec cette nouvelle loi, une aide-soignante étrangère en situation régulière devra attendre deux ans et demi pour toucher les allocations familiales. Avec cette loi, les étudiants étrangers devront payer une caution. Avec cette loi, un jeune né sur le sol français de parents étrangers n'est plus automatiquement considéré comme Français. Avec cette loi, les

conditions du regroupement familial sont durcies et la déchéance de nationalité est de retour.

Ces politiciens à plat ventre devant les riches et les capitalistes ne savent faire que deux choses : taper sur les classes populaires et faire diversion en désignant des boucs-émissaires.

Rappelons-le, les restaurants, les chantiers de construction, les Ehpad, les usines ou l'aide à domicile ne pourraient pas fonctionner sans la sueur des travailleurs de toutes origines et de tout statut. Travailleurs français ou immigrés, avec ou sans papiers, nous avons les mêmes exploiters, nous subissons les mêmes politiques abjects.

Ne tombons pas dans le piège de la division !

Retirer des droits aux travailleurs étrangers n'en donne pas aux travailleurs français, bien au contraire. Les gouvernements commencent toujours par s'attaquer aux plus précaires pour continuer à taper sur le reste du monde du travail.

Pour nous défendre, nous ne pouvons certainement pas compter sur le Parlement ni sur ces députés qui pleurnichent aujourd'hui parce qu'ils avaient appelé à voter Macron en 2017 et 2022 « pour faire barrage au RN ». Nous ne devons compter que sur notre rôle indispensable dans la société et sur nos luttes communes.

Le 20 décembre

## Une protestation indispensable

Les défenseurs de l'indigne loi Immigration prétendent qu'elle répond à une demande populaire. C'est faux !

Les politiciens de droite et d'extrême droite, rejoints par bien d'autres et par des commentateurs médiatiques serviles, ont délibérément choisi ce prétendu sujet depuis des années justement pour masquer les préoccupations réelles, et combien justifiées, des travailleurs et des couches populaires : la hausse des prix, le blocage des salaires, le chômage, la pénurie de logements, la dégradation des services publics utiles. Leur résultat inévitable est justement la dégradation générale des conditions de la vie quotidienne dans les quartiers populaires et son

cortège de violences en tout genre.

Occupant le terrain pourri de la xénophobie, flattant et répandant les préjugés les plus stupides, ils en font une politique dont le résultat est d'introduire la division et d'instiller la haine entre une partie de la population et une autre. Lutte ouvrière dénonce cette évolution, affirme l'unité de la classe ouvrière et sa solidarité avec tous les travailleurs immigrés visés.

**Lutte ouvrière appelle à se joindre aux manifestations et rassemblements organisés contre cette loi abjecte.**

# Complémentaires santé : toujours plus chères

Les représentants des complémentaires santé et le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, se livrent à un bras de fer médiatisé en prévision de l'explosion des tarifs des mutuelles en 2024.

En 2023, les complémentaires santé avaient déjà augmenté de 5%. Pour 2024, elles annoncent des hausses quasiment deux fois plus importantes des cotisations des contrats d'assurance santé, concernant 18,7 millions de personnes. D'après l'enquête publiée par La Mutualité française, les cotisations des contrats collectifs (d'entreprises) obligatoires augmenteraient en moyenne de 10%, voire de près de 12% pour AXA. Quant aux contrats individuels, ils

augmenteraient de 7,3% en moyenne.

Le ministre fait mine de s'indigner de cette nouvelle flambée des prix, alors qu'il accepte en réalité le principe : « Une augmentation de 4 à 5% serait logique, 8% ça n'a pas de sens, 10% encore moins », dit-il. Les représentants des sociétés d'assurances, mutuelles et autres instituts de prévoyance, réunis le 15 décembre, lui ont répondu en mettant en avant, à juste titre, le désengagement de l'État



MUTUALITÉ FRANÇAISE

dans la prise en charge des soins, comme l'augmentation de la part des complémentaires santé dans les soins dentaires, ou la hausse de 25 à 26,50 euros du prix d'une consultation chez le généraliste

depuis le 1<sup>er</sup> novembre. Du côté des grandes entreprises d'assureurs riches à milliards, comme AXA, la flambée des tarifs n'est une « nécessité » que pour la bonne santé... de leurs profits.

Le gouvernement joue aux défenseurs de la population en demandant un petit effort aux mutuelles. Mais il est le premier responsable de la dégradation de l'accès aux soins.

**Marlène Stanis**

# Taxe sur l'électricité : "l'impôt saigne le malheureux"

En 2024, la facture d'électricité va encore augmenter. En cause, un article dans la partie recette du budget adopté par 49,3, qui prévoit la remise en place progressive de la Taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité.

Depuis la mise en place du bouclier tarifaire fin 2021, cette taxe avait été réduite au strict minimum prévu par la réglementation européenne, à savoir 1 euro par mégawattheure (MWh) pour les particuliers, au lieu des 32 euros habituels.

Initialement, le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, qui établit le budget -dépenses et recettes- pour l'année à venir, prévoyait de maintenir le niveau de cette taxe au minimum une année de plus. Mais le gouvernement n'a pas résisté à la possibilité de récupérer 9 milliards d'euros par sa réintroduction progressive. Comme les prix de l'électricité augmenteront moins fortement durant l'année à venir, il a saisi l'aubaine et décidé de remettre cette taxe.

À des sénateurs jusqu'aboutistes qui voulaient la rétablir intégralement, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a répondu :

« Il me semble plus raisonnable d'augmenter progressivement la fiscalité sur l'électricité [de 1 à 15 euros par MWh donc, dans un premier temps], sans dépasser une hausse de 10% des tarifs, conformément à l'engagement que nous avons pris. »

Raisonné, une augmentation qui sera de 130 euros en moyenne par an dans chaque foyer ? Malgré le bouclier fiscal, les prix de l'électricité ont augmenté de 26,5% cette année et le gouvernement annonce une nouvelle hausse de 10% ! Les familles sont de plus en plus nombreuses à accumuler les factures impayées, à réduire leurs dépenses, y compris sur la nourriture. Certaines se retrouvent même à la rue faute de pouvoir payer. Cette politique n'est pas « raisonnable », elle est criminelle. C'est celle de brigands qui font les poches des familles les plus pauvres.

**Joséphine Sina**

# Bourse : "Tout va très bien, madame la marquise..."

Le 14 décembre, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a atteint un niveau record. La hausse se concentre sur ces dernières semaines : plus 12% depuis la fin octobre.

D'après les spécialistes de la spéculation boursière, c'est la perspective d'une baisse des taux d'intérêts de la FED, la banque centrale des États-Unis, en 2024, qui motive cette récente évolution. Elle se retrouve également dans les 15% de hausse de l'indice Dow Jones de la Bourse de New York.

Est-ce à dire que cette évolution est le reflet d'un optimisme de la grande

bourgeoisie à l'égard de son économie ? La crise inflationniste, qui avait motivé la hausse des taux d'intérêts, est-elle vraiment en passe d'être maîtrisée ? La confiance des financiers dans la croissance continue de leurs valeurs boursières est-elle à toute épreuve, malgré les replis à chaque crise (Covid, guerre en Ukraine, guerre à Gaza et récemment incidents en mer Rouge) ?

Les défenseurs du capitalisme aimeraient le croire.

Mais la frénésie spéculative est surtout un moyen d'encaisser des bénéfices le plus rapidement possible avant que l'économie ne se heurte violemment à un des écueils en vue.

Reste que le gonflement de la valeur des actions à la Bourse de Paris aboutit à des chiffres record. Schneider Electric vaudrait 100 milliards d'euros, Airbus et Sanofi 110 et TotalEnergies 147. La palme revient aux multinationales du luxe, qui profitent des revenus croissants d'une minorité riche : la valeur des actions d'Hermès se monte à 210 milliards, celles de L'Oréal à 237 et de LVMH à 373 !

Ces centaines de milliards sont en partie fictifs. Mais ils sont aussi le produit de l'exploitation de millions de travailleurs et sont responsables de la misère dans laquelle vit une grande partie de l'humanité et une part croissante des classes populaires, même dans les pays les plus développés. Jusqu'à ce que « ça branle dans le manche », comme le dit une chanson révolutionnaire.

**Lucien Déroit**



## Quartier de l'Alma – Roubaix : halte à la démolition programmée !

La Première ministre Borne a déclaré récemment que le logement social est « une priorité absolue » et que « chacun doit avoir accès à un logement abordable ».

Au moment où la crise du logement social atteint son maximum, avec 2,3 millions de personnes sur liste d'attente en France et 70 000 dans la Métropole européenne de Lille, un projet, fait derrière le dos des habitants du quartier de l'Alma à Roubaix, pourrait aboutir à la destruction de 486 logements. Ceux-ci sont murés et un millier d'habitants du quartier sont déjà partis, dispersés dans diverses communes du Nord. Depuis maintenant un mois, pour empêcher la contestation du projet de démolition, un mur de béton encercle ces immeubles.

La réhabilitation prévue ne comprend que 390 logements et va engager 133 millions d'euros, mais pas destinés aux habitants ! L'Alma est un quartier historique de Roubaix. Dans les années 1970, quand il s'était agi de réhabiliter ce quartier de courées devenues insalubres, un collectif d'habitants s'était mobilisé et avait participé à un atelier populaire d'urbanisme, ce qui avait abouti à la création de petits immeubles de quatre étages maximum avec coursives et jardins centraux, en briques de belle qualité et avec des motifs gais et colorés. L'exemple de l'Alma

est toujours enseigné dans les écoles d'architecture du monde entier, alors qu'au même moment, dans bien d'autres grandes villes, les entreprises de BTP construisaient de grandes barres de mauvaise qualité.

Mais la crise du textile est passée par là, les bailleurs sociaux ont concentré la misère dans ce quartier. L'école est celle qui a le pire indice social des Hauts-de-France. Le manque d'entretien a entraîné l'accumulation de problèmes, avec rats et cafards, et des grilles ont bouché les coursives. Les jeunes du quartier peinent à obtenir des CDI et vivent de petits boulots. Des mafias ont recruté des jeunes pour des trafics. Le quartier est devenu une « zone urbaine sensible », mais il est situé près de la gare de Roubaix, du musée La Piscine, de la nouvelle faculté, des écoles high-tech de la Plaine image, ce qui le rend particulièrement attractif pour les spéculateurs immobiliers.

Alors le problème est : comment chasser les pauvres ? Le nouveau plan de l'ANRU a été utilisé pour



Le quartier de l'Alma.

obtenir ce résultat. Ainsi la concertation obligatoire a été faite en 2020, en pleine pandémie, en visioconférence avec dix personnes du quartier en ligne ! Les anciens habitants, qui entendaient depuis des années des responsables politiques parler de démolir l'Alma, ne se sont rendu compte qu'en 2022 de l'ampleur des démolitions envisagées. Ils se sont organisés en collectif qui a regroupé jusqu'à 250 habitants et a organisé des manifestations.

Le maire, Guillaume Delbart, pourtant jugé pour détournement d'argent public

mais qui est toujours en poste, était aux abonnés absents face aux interpellations du collectif. Mais il vient de donner une interview au journal local pour justifier la démolition et affirmer qu'il n'y aura « pas de retour en arrière pour l'Alma ».

Le collectif n'a pas dit son dernier mot. Les habitants ne veulent pas voir leur quartier rasé, ils veulent qu'il soit réhabilité et que ce soit eux qui bénéficient de la rénovation nécessaire ! La mobilisation est en cours pour empêcher ce sale projet de démolition.

Correspondant LO

## Le Havre : des dizaines d'enfants à la rue



Le Havre, pendant le conseil municipal du 11 décembre.

Le Réseau éducation sans frontières (RESF) s'est invité lundi 11 décembre au conseil municipal du Havre pour dénoncer le fait qu'une soixantaine d'enfants dorment à la rue.

Cela fait des mois que RESF alerte sur ces dizaines de familles sans papiers ou en grande précarité qui n'ont pas de logement. Mais quels que soient les interlocuteurs – préfecture, mairie, gouvernement – tous se renvoient la balle et refusent de fournir un abri à ces familles. La responsabilité est à tous les étages puisque le gouvernement vient de refuser, en utilisant le 49.3, de créer 10 000 places d'hébergement d'urgence. « On a laissé un enfant dormir

sous un abribus », explique une militante. Ce soir-là, par -1°C, sa famille a pu trouver refuge dans un gymnase, mais il n'y avait apparemment plus de place pour Anton, 12 ans ! Au conseil municipal, devant Édouard Philippe et ses sbires, les militantes de RESF ont estimé qu'il s'agit d'un choix politique assumé, puisque l'agglomération gère un parc de 37 000 logements sociaux et qu'il existe des logements libres.

État, préfecture, mairie..., chacun assume pleinement de laisser ces familles et ces enfants dehors cet hiver, une politique crasseuse qui laisse les plus précaires à la rue.

Correspondant LO



## Nos lecteurs écrivent Des locataires se font respecter !

Au mois de juillet dernier, dans notre résidence de Paris 20<sup>e</sup>, nous avons tous reçu une lettre recommandée, nous informant que notre bailleur, Inli, comptait mettre fin à une convention avec l'État qui limite les augmentations de loyer.

C'était la très mauvaise surprise au moment des départs en vacances. On nous annonçait ainsi que nos loyers allaient augmenter pour atteindre les prix du privé alentour. Nous devions nous attendre à une augmentation de 50% étalée sur six ans. L'APL serait remplacée par une autre allocation, plus réduite.

Un groupe de locataires s'est alors formé, décidé à s'opposer à ce déconventionnement des loyers. Des

affichettes de protestation ont été posées dans les escaliers. Un rendez-vous a été demandé auprès de la municipalité du 20<sup>e</sup> arrondissement et un conseiller municipal a pris acte de la volonté du bailleur Inli de rompre la convention, et surtout de l'opposition des locataires.

Ces démarches ont abouti à ce qu'un membre du cabinet du maire propose de nous rencontrer dans la cour de l'immeuble le 25 octobre. Devant 25 locataires, ce représentant du maire et un collaborateur nous informèrent alors qu'ils n'avaient pas reçu la moindre lettre d'Inli demandant à mettre fin au conventionnement de nos loyers. Après une petite discussion, on décida de se retrouver fin novembre.

Finalement, le 28 novembre, quatre personnalités municipales sont venues nous informer des suites de notre affaire. Lors de cette réunion, une cinquantaine de personnes étaient présentes au local associatif de la Résidence. Un élu de la mairie de Paris, ainsi que le maire du 20<sup>e</sup> et les deux conseillers déjà connus ont déclaré qu'il n'était pas question que le bailleur, Inli, sorte de la convention car, dans ce cas, notre résidence sortirait du parc social alors que la ville n'atteint déjà pas son engagement de 30% de logements sociaux. Cela a été ressenti comme une victoire et fêté comme il se doit !

C.G. Paris 20<sup>e</sup>

## Pénurie d'antibiotiques : la maladie du profit

**L'amoxicilline, l'antibiotique le plus couramment prescrit aux enfants, est en rupture, comme l'hiver dernier. Cela s'est même encore aggravé.**

D'après la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, 60% des pharmacies n'ont pas ou quasiment pas d'amoxicilline disponible. En cause : les choix des « Big Pharma », qui n'ont que faire de fabriquer des médicaments indispensables s'ils ne sont pas assez rentables pour eux.

L'amoxicilline, qui fait partie des pénicillines, est un médicament ancien dont le brevet est tombé depuis longtemps dans le domaine public. Bien que sur la liste des médicaments essentiels de l'Organisation mondiale de la santé, sa production est jugée depuis des années trop peu rentable par les grandes entreprises

pharmaceutiques. Elles ont choisi de réorienter leur production vers des traitements anticancéreux, et vendus à prix d'or. L'ANSM (Agence nationale de la sécurité des médicaments) note aussi que les industriels stockent des quantités de cet antibiotique et tentent de profiter de la situation pour accroître leurs profits.

La pénurie a ainsi été rendue mondiale par cette soif de profits, et elle est loin de ne concerner que l'amoxicilline. Le président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine a ainsi déclaré le 26 octobre que près de 4000 médicaments sont déjà en rupture de stock ou en risque de rupture. Non



seulement tous les pays européens sont touchés, mais également les États-Unis, le Canada ou l'Australie. Sans parler des pays plus pauvres, où, pour les populations, la question de la santé commence par les graves

problèmes de malnutrition.

Face à cette situation, le gouvernement a multiplié les annonces, parlant tour à tour de « plan blanc du médicament », de « New Deal » de la chaîne pharmaceutique, et de plan « Innovation Santé

2030 ». Ce sont des noms divers pour une seule politique : des milliards d'euros de subventions d'État sont versés, sans aucune mesure contraignante pour les laboratoires. Rien de neuf pour ces derniers, dont les profits extravagants sont déjà tirés des caisses publiques. Pourquoi, dans ces conditions, décideraient-ils de produire à nouveau les antibiotiques nécessaires ?

Tous les acteurs, de l'Académie de pharmacie à l'ANSM, en passant par la Fédération hospitalière de France, reconnaissent qu'il manque une volonté de planifier la production en fonction des besoins et pas seulement des profits.

C'est vrai et cette maladie est une épidémie mondiale : elle s'appelle le capitalisme.

**Thomas Baumer**

## Éducation : Attal brasse du vent

Le ministre de l'Éducation nationale n'est pas avare de son temps et multiplie les déplacements et les déclarations. Après avoir annoncé la création de groupes de niveaux, la remise à l'honneur du redoublement, Attal promet maintenant l'ouverture des collèges en éducation prioritaire de 8 heures à 18 heures.

En prime, il promet même un petit déjeuner pour les enfants dont les parents connaissent des difficultés financières.

L'ensemble du nouveau dispositif pourrait concerner 600 000 élèves et le

ministre parle de débloquer 80 millions d'euros. Pour l'instant, il a été testé dans 200 établissements mais aucun bilan n'a été réalisé. Les collègues sont-ils bien ouverts sur cette plage horaire ? Qui s'occupe de l'aide aux devoirs ? Nul ne le sait.

Une chose est sûre d'ores et déjà, c'est que le ministre n'envisage nullement de recruter davantage de professeurs. Ce dispositif comme les précédents serait fait à moyens constants. En un mot, le ministère va de nouveau demander aux enseignants de faire des heures supplémentaires. Alors les

élèves en difficulté resteront dans des classes surchargées... mais on leur proposera de rallonger leur journée après avoir passé des heures à souffrir en cours. Il y a toutes les chances que ce nouveau projet se résume à ouvrir les collèges pour faire de la garderie.

Quant aux petits déjeuners gratuits, rien n'est prévu pour aider le personnel de cantine à assurer cette nouvelle tâche. Gabriel Attal se moque de la réussite des élèves comme de son premier bonnet d'âne.

**Aline Urbain**

## Lycée Blanqui – Saint-Ouen : un toit, c'est un droit !

Au lycée Auguste-Blanqui de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, après avoir appris qu'une élève dormait à la rue avec sa mère et sa petite sœur, la mobilisation s'est organisée pour trouver des hébergements provisoires, collecter de la nourriture et interpeller les services de l'État.

Vendredi 15 décembre, une bonne partie du personnel était en grève pour dénoncer cette situation, la presse s'en est fait l'écho et un rassemblement a eu lieu devant la mairie de Saint-Ouen. Dans l'après-midi, une place provisoire en hébergement d'urgence était

proposée à la famille. Même si le soulagement a dominé, personne n'était dupe : la mobilisation a certes permis de commencer à débloquer la situation pour cette famille, mais ce sont des centaines d'enfants qui dorment à la rue rien qu'en Seine-Saint-Denis, et le 115 est totalement débordé.

Pourtant, il y a des dizaines de milliers de logements vides en Île-de-France. Les besoins de la population doivent être la priorité et passer avant la protection de la propriété privée : les logements doivent être réquisitionnés.

**Correspondant LO**

## Police Brav-M : ces Pères Noël sont des ordures

Le 13 décembre, l'association Fraternité Police, soucieuse de mettre en scène un « rayonnement positif du policier », est venue à l'hôpital Necker, en partenariat avec la direction des hôpitaux de Paris. Coiffés de bonnets de Père Noël, mais arrivés en camion blindé, harnachement noir de combat et pistolet et fusil automatique, des membres de la Brav-M ont tenté de faire croire qu'ils sont « des policiers exemplaires, au service des citoyens, pour les assister, les protéger et les servir ». Ils ont distribué des

poupées Barbie à des petites filles, pendant que des garçons se voyaient remettre des camions en Lego siglés « police ».

Quelques manifestants ont protesté contre cette opération de communication visant à faire oublier que cette brigade de mâtards à matraque constitue un des instruments de répression du gouvernement les plus brutaux. La Brav-M s'est notamment illustrée cette année, à la fin des journées de protestation contre la réforme des retraites.

En mars dernier, au

cours de l'interpellation violente d'un manifestant à Paris, un membre de cette brigade avait été enregistré en train d'intimider des jeunes gens : « Je peux te dire qu'on en a cassé, des coudes et des gueules. La prochaine fois qu'on vient, tu monteras pas dans le car pour aller au commissariat, tu vas monter dans un autre truc qu'on appelle ambulance pour aller à l'hôpital », telles étaient ses paroles. Un rapport à la médecine un peu différent du conte de Noël servi à Necker...

**Lucien Détroit**



## Voitures électriques : une petite carotte pour pas grand monde

Le gouvernement vient d'annoncer qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 il sera possible de louer un véhicule électrique pour 100 euros par mois. Derrière cette offre dite de « leasing social » il y a surtout de la communication.

En effet les conditions pour y accéder sont telles que bien peu seront concernés. Seules y auront droit les personnes ayant un revenu fiscal de référence inférieur à 15 400 euros par part et parcourant 8 000 kilomètres par an pour aller au travail.

Le gouvernement veut faire croire qu'il fait ainsi un cadeau à ceux qui auront du mal à passer à l'électrique, mais c'est surtout un cadeau aux constructeurs

car, alors que les bas salaires et l'inflation mettent de plus en plus de familles la tête sous l'eau, comment financer un véhicule électrique ?

Dans ces conditions, crédits, leasing, et autres montages financiers servent à favoriser la vente de voitures électriques tout en ne faisant que reporter ou aggraver le problème des salaires de plus en plus insuffisants pour vivre. Le

leasing favorisé par le gouvernement, à 99 ou 100 euros par mois pourrait sembler un peu plus accessible à certains car il ne réclame pas d'apport initial. Mais il faut ajouter l'assurance.

Alors que 4 à 5 millions de personnes rentreraient dans les critères, le site gouvernemental indique que seuls 20 000 véhicules seront disponibles en 2024, et que ce sera « premier arrivé, premier servi ».

En effet, cette offre va reposer sur la bonne volonté des constructeurs automobiles. Les réservations seront possibles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, mais



après des différents sites des entreprises, essentiellement Renault et Stellantis. Voilà aussi une occasion de faire de la publicité pour ces groupes capitalistes, avec de l'argent public à l'appui, contre leurs concurrents, notamment les véhicules électriques chinois aux prix plus bas.

Cette aide représente 13 000 euros par véhicule,

bien au-delà du bonus écologique existant. C'est une enveloppe d'argent public estimée à 300 millions d'euros par an qui permettra d'écouler quelques modèles.

Les problèmes des familles populaires, sommées de remplacer leur voiture thermiques, ne font par contre que commencer.

Charles Legoda

## Bonus écologique : cherchez l'erreur

Depuis le 16 décembre, le bonus écologique a changé. Il dépend désormais du « score environnemental » du véhicule concerné. L'objectif officiel est de subventionner des modèles à l'empreinte carbone limitée, lors des étapes de fabrication et de transport.

En réalité, cette modification des critères permet surtout de renforcer le protectionnisme contre la Chine. Alors que les différentes pièces des voitures, les batteries, les minerais et terres rares nécessaires sont issus de dizaines de pays dans le monde, dans des conditions d'exploitation et de pollution très variables, il semble que seule la Chine soit visée ici. Les voitures électriques de la marque Kia sont par exemple éliminées, ainsi que la Dacia Spring, ou encore la Tesla Model 3, car toutes ces voitures sont produites dans ce pays.

Par contre, la Tesla Y, qui est assemblée en Allemagne, reste bénéficiaire du bonus écologique de 5 000 euros. Pourtant, avec son prix de plus de 40 000 euros, c'est loin d'être un véhicule pour les familles modestes. Tandis

que la MG 4, cinquième des ventes en électrique en France, et presque deux fois moins chère que la Tesla Y, est désormais exclue du bonus.

Le MX-30 de Mazda est le seul véhicule fabriqué hors d'Europe accepté dans la liste. Pourtant il n'est pas produit tout près mais au Japon, pays allié des États-Unis. La quasi-totalité des modèles exclus sont ceux produits en Chine, que ce soit par une entreprise chinoise, européenne ou américaine.

Ceux qui veulent argumenter que les conditions de production sont pires en Chine, se gardent bien de parler de celles qui prévalent dans les mines du Congo, par exemple. La seule pollution qui gêne les constructeurs européens est celle qui ne leur rapporte pas de profits!

C. L.

## Bolloré et Vivendi : le parasite a dévoré sa proie

L'annonce par le milliardaire Bolloré du saucissonnage du groupe Vivendi en trois morceaux a été l'occasion de révélations par la presse. On apprend comment, en dix ans, ce groupe a été une incroyable poule aux œufs d'or pour ses actionnaires et en premier lieu Bolloré.

Entre 2021 et 2022, le groupe Vivendi a vu son chiffre d'affaires chuter, passant de 29 milliards à 10 milliards d'euros. On pourrait penser que cela n'était pas une bonne chose pour ses propriétaires mais en réalité, sur la même période, ceux-ci ont reçu sous forme de dividendes et dividendes exceptionnels 46 milliards d'euros. Les capitalistes prétendent qu'ils ont l'esprit d'entreprise mais pour eux, une entreprise sert surtout à accroître leur capital personnel. Si la faire dépérir est le meilleur moyen de s'enrichir, ils ne s'en privent pas, et la spéculation et la finance leur permettent tous les coups.

Le dernier coup en date de Bolloré est donc cette division de Vivendi en trois entités : Canal Plus, Havas et un regroupement d'entreprises dont la majorité provient du groupe Lagardère, qui venait d'être racheté. D'après les spécialistes, Bolloré mise sur le fait que ces trois entités aguicheraient plus les spéculateurs

séparément qu'en étant regroupées, au point que lui même espérerait y gagner 1,2 milliard d'euros. Et puis l'opération permettrait aussi de transmettre aux deux fils de Bolloré tout une partie du patrimoine du père,

sans que ceux-ci aient de frais de succession à payer, ou presque.

« Les capitalistes sont nécessaires, on ne peut pas s'en passer », entend-on souvent. Mieux vaudrait dire que ce sont des parasites qui détruisent la société, qui se sont déjà enrichis sans vergogne sur le dos des travailleurs et ne méritent qu'une chose : être expropriés sans indemnité ni rachat.

Pierre Royan



## Gaza : massacre en toute impunité

En visite à Tel-Aviv lundi 18 décembre, Lloyd Austin, secrétaire à la Défense des États-Unis, a réaffirmé sa position. Pour lui, « le soutien américain à la sécurité d'Israël est inébranlable. Israël n'est pas seul ».

Et d'ajouter que les armes et munitions américaines continueront d'être livrées à l'État d'Israël et qu'il n'est pas question de lui « imposer un calendrier ou des conditions » en ce qui concerne le massacre en cours de la population de Gaza. Sans cet armement, le gouvernement de Netanyahu ne pourrait pas assassiner ainsi depuis plus de deux mois.

Le message a le mérite d'être clair : les dirigeants des États-Unis, tout comme ceux de la France ou de la Grande-Bretagne, n'ont que faire de la vie des Gazaouis, dont celle des dizaines de

milliers de blessés qui agonisent. Quant à l'ONU, qui promet une énième résolution pour un énième cessez-le-feu au sujet duquel les États-Unis ont déjà annoncé... un énième veto, elle restera impuissante.

Après avoir massivement pilonné le nord du territoire et fait 20 000 morts, et sûrement plus en réalité, l'armée israélienne a intimé l'ordre aux deux millions de Gazaouis de se réfugier au sud de la bande de Gaza. Acculée, la population est de nouveau bombardée depuis des jours, la zone devenant un enfer pour le million d'enfants présents,



À l'hôpital Nasser de Khan Younés.

ainsi que leurs familles. C'est ce qu'a reconnu le porte-parole de l'Unicef (organisation de l'ONU pour l'enfance) quand il a déclaré, mardi 19 décembre, que Gaza est devenu l'endroit « le plus dangereux au monde » pour un enfant. Parmi d'autres cibles au sud de Gaza, l'hôpital Nasser de Khan Younés, le plus grand encore en fonction, a été bombardé à deux nouvelles reprises bien qu'il abrite « un grand nombre d'enfants qui ont déjà été gravement blessés

lors des attaques contre leurs maisons, mais aussi des centaines de femmes et d'enfants qui cherchent à se mettre à l'abri ».

L'ignominie des grandes puissances, qui comptent sur Israël comme sur leur plus fidèle gendarme pour préserver leur domination et leur accès aux ressources, pétrolières en particulier, dans la région, s'illustre une nouvelle fois dans la tuerie en cours. La politique de Netanyahu obéit à un

objectif connu et soutenu par toutes les grandes puissances : terroriser les Palestiniens si ce n'est pour mieux « vider » Gaza, en tout cas pour mater cette population pendant un temps. Les dirigeants impérialistes savent que la révolte reprendra tôt ou tard, mais aussi que cette guerre permanente est la seule façon de permettre à la domination impérialiste de durer.

Marlène Stanis

## Cisjordanie : l'armée et les colons contre les Palestiniens



Après les raids israéliens contre le camp de Nur Shams, le 17 décembre.

Depuis deux mois, en Cisjordanie, plus de 300 Palestiniens ont été tués par les forces officielles de répression israéliennes et les colons.

« Tous les Palestiniens sont regardés par les Israéliens comme s'ils étaient ceux qui ont perpétré les massacres du Hamas », constate un militant palestinien des droits humains. En effet, pendant que la ministre française des Affaires étrangères déclare que son gouvernement « a décidé de prendre des mesures à titre national contre certains colons israéliens extrémistes », leurs exactions se multiplient. L'écrasement des Gazaouis sous les bombes s'accompagne de raids militaires et d'attaques de milices de colons d'extrême droite armés contre des villages et des camps de réfugiés où vivent une partie des trois millions d'Arabes de Cisjordanie.

En quelques jours, dans la première quinzaine de décembre, l'armée a à nouveau organisé des raids meurtriers dans les camps de réfugiés, où vivent des familles palestiniennes chassées de leurs terres depuis 1948. À Jénine, sous prétexte d'avoir trouvé des tunnels – et alors ? – les soldats ont tué douze jeunes, blindés et bulldozers ont saccagé des maisons, des échoppes, écrasé des voitures. Dans le camp de Tulkarem, cinq Palestiniens ont été tués et quatre autres dans celui de Faraa à Tubas.

Pour faire entendre leur colère et leur désespoir, le 11 décembre, les habitants des villes de Cisjordanie et ceux de Jérusalem-Est étaient

appelés par les organisations palestiniennes à une grève générale. Par l'arrêt des activités quotidiennes, ils voulaient marquer leur opposition au soutien des dirigeants des États-Unis à la politique meurtrière de Netanyahu et à l'écrasement programmé de Gaza, réexprimé par leur veto à l'ONU.

La grève s'est traduite un peu partout par des boutiques closes, des rues vides mais, à Ramallah, une manifestation nombreuse, hérissée de drapeaux du Fatah, du FDLP et du Hamas, a fait entendre la colère de Palestiniens de tous âges, dont beaucoup de jeunes, femmes et hommes. Des pancartes en anglais « Stop genocide » exprimaient clairement la condamnation du massacre à Gaza. Au-delà des frontières, au Liban, en Jordanie, la population avait aussi été appelée à cesser toute activité.

En Cisjordanie même, cette journée de grève n'était qu'un moment de plus dans les manifestations de colère. Les rassemblements, spontanés ou non, les réactions collectives contre les exactions de l'armée israélienne et des colons se multiplient. Les manifestations de groupes de jeunes, armés de cailloux, ont aussi servi de prétexte

à des réactions meurtrières de l'armée israélienne ou de groupes de colons, quand elles n'avaient pas été auparavant dispersées sans ménagement par la police de l'Autorité palestinienne.

130 000 travailleurs palestiniens ont été réduits au chômage suite à la suppression de leur permis de travail par le gouvernement d'Israël. Contrairement aux Israéliens, ils n'ont droit à aucune allocation chômage, et l'Autorité palestinienne n'en distribue pas non plus. « Nous avons dépensé ce que nous avons gagné », dit un ouvrier du bâtiment renvoyé chez lui. Comme lui, 70 % des travailleurs de sa ville,

qui auparavant traversaient chaque jour la frontière après d'éprouvantes attentes aux postes de contrôle, sont sans ressources.

La pauvreté s'installe dans la population travailleuse sur fond d'une guerre de plus en plus ouverte. Le déploiement de plus de 700 000 colons et leur violence encouragée par la politique agressive du gouvernement israélien, a déjà rayé de la carte seize villages palestiniens. Face à un État qui continue à leur nier le droit à une existence nationale, beaucoup craignent de se voir à nouveau chassés, comme lors de la création d'Israël en 1948.

Viviane Lafont

### Cercle Léon Trotsky

**Chaos économique mondial et marche à la guerre : un système capitaliste en bout de course**

**Samedi 27 janvier à 15 heures**

Grande salle de la Mutualité  
24 rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> - Métro Maubert-Mutualité  
(Participation aux frais : 3 euros)

## Mer Rouge : escalade guerrière

**En riposte aux drones lancés par les rebelles houthis du Yémen contre des navires de commerce occidentaux en mer Rouge, les États-Unis ont annoncé une coalition maritime internationale pour sécuriser cette autoroute de la mer.**

Derrière les États-Unis, dix pays dont la France, l'Italie et le Royaume-Uni, mais ni l'Égypte ni l'Arabie saoudite pourtant voisines, viendraient jouer les Gardiens de la prospérité, en fait les shérifs de la mer Rouge. Cette annonce est un pas de plus dans l'escalade guerrière au

Moyen-Orient.

L'attaque du Hamas, puis la riposte israélienne, impitoyable et disproportionnée, ont changé la donne dans la région. Elles ont modifié les relations entre les puissances régionales, Iran, Arabie saoudite, Égypte ou encore Turquie. Chacune cherche

à défendre ses intérêts dans cette région rendue instable et explosive par les grandes manœuvres permanentes des puissances impérialistes.

Les rebelles houthis du Yémen, soutenus par l'Iran, sont en guerre depuis huit ans contre le gouvernement yéménite officiel, armé et financé, lui, par l'Arabie saoudite. Ils contrôlent la région autour de la capitale Sanaa et surtout le port d'Hodeïda sur la mer Rouge, à proximité du détroit stratégique de

Bab el-Mandab. Peu avant le 7 octobre, l'Arabie saoudite avait renoué des relations officielles avec l'Iran et cherchait à mettre un terme à cette guerre, terriblement meurtrière (400 000 morts!) et sans issue. Elle s'apprêtait aussi à signer un accord politique et commercial avec Israël. Le redémarrage de la guerre en Palestine a interrompu les deux processus. L'Arabie saoudite ne peut plus, pour l'instant, pactiser avec Israël, tandis que l'Iran et ses alliés, le Hezbollah libanais ou les Houthis yéménites, apportent leur soutien au Hamas et dénoncent l'écrasement des Gazaouis.

Pour autant, malgré la propagande des dirigeants occidentaux et de leurs perroquets des médias, l'Iran et ses alliés ne sont pas les plus va-t-en-guerre. Au Liban, le Hezbollah retient ses coups depuis deux mois. Quant aux tirs de drones ou de roquettes contre des cargos occidentaux, ils sont surtout un moyen pour les Houthis de montrer qu'ils sont capables de perturber cette voie maritime majeure où passent 12% du commerce mondial et 60% de l'importation européenne. Si quatre grandes compagnies maritimes, Maersk, CMA-CGM, Hapag-Lloyd et MSC ont décidé de ne plus emprunter cette voie pour rejoindre

l'Europe mais de contourner l'Afrique, c'est autant pour des raisons de gros sous que de sécurité. Comme toujours dans l'économie capitaliste, chaque aléa est utilisé par certains acteurs pour augmenter leurs profits. Ainsi les compagnies d'assurance ont-elles immédiatement décuplé les primes sur la mer Rouge, amenant des transporteurs à préférer le contournement de l'Afrique, même si cela ajoute dix jours de navigation pour un voyage Chine-Europe et quelques frais supplémentaires.

Toute l'industrie fonctionnant en flux tendu, ces délais se répercuteront dans l'économie. Mais les surcoûts seront en fin de compte payés par les consommateurs tandis que les compagnies maritimes augmenteront leurs prix et leurs profits. Le cours boursier de Hapag-Lloyd a ailleurs grimpé de 9,4% en une seule journée.

L'annonce de cette coalition navale occidentale illustre comment les grandes puissances veulent continuer à imposer leur loi partout sur la planète. Quand les intérêts commerciaux sont en jeu, cela compte bien plus que des milliers de morts à Gaza. Et tant pis si cela aiguise encore les conflits dans une région qui n'en manque déjà pas.

**Xavier Lachau**



Le destroyer lance-missiles USS Carney dans le canal de Suez en octobre 2023.

## COP 28 : les profits des pétroliers sont saufs

**Interrogé sur les accords signés lors de la COP 28 à Dubaï, le directeur de TotalEnergies en Nouvelle Aquitaine a répondu : « On salue cet accord qui appelle à une transition dans les systèmes énergétiques d'une manière juste, ordonnée et équitable. »**

« Juste » veut dire, dans la bouche de ce directeur, que TotalEnergies va pouvoir continuer à polluer la planète pour faire un maximum de profit. Et c'est vrai puisque si pour la première fois, la COP 28 a évoqué « une transition hors des énergies fossiles », elle s'est, comme d'habitude, bien gardée de définir un calendrier précis et de mettre en place la moindre mesure contraignante.

Pire encore, elle définit le gaz fossile comme « une énergie de transition » ce qui était une des principales revendications des... trusts pétrogaziers. Le même directeur de TotalEnergies a d'ailleurs

déclaré : « On note avec intérêt la mention... de l'utilité des carburants comme le gaz. » Quand on sait que cette multinationale a annoncé en mai dernier l'augmentation d'un tiers de sa production de gaz d'ici 2030, on mesure à quel point cela favorise ses intérêts.

Ces accords mettent en avant les technologies de capture de carbone. Encore une fois, c'est ce que réclamaient les pétroliers. Ces technologies consistent à capturer directement le CO<sub>2</sub> des fumées industrielles avant son évacuation dans l'atmosphère, pour le stocker ensuite dans des réservoirs dans

le sous-sol. Alors qu'elles coûtent très cher et sont peu performantes, ces trusts en font la promotion parce qu'elles leur permettent de continuer l'extraction d'énergies fossiles tout en développant un marché profitable. Comme l'a déclaré le PDG d'Exxon Mobil : « Le captage du carbone va jouer un rôle. Nous sommes bons pour ça. Nous savons comment faire. »

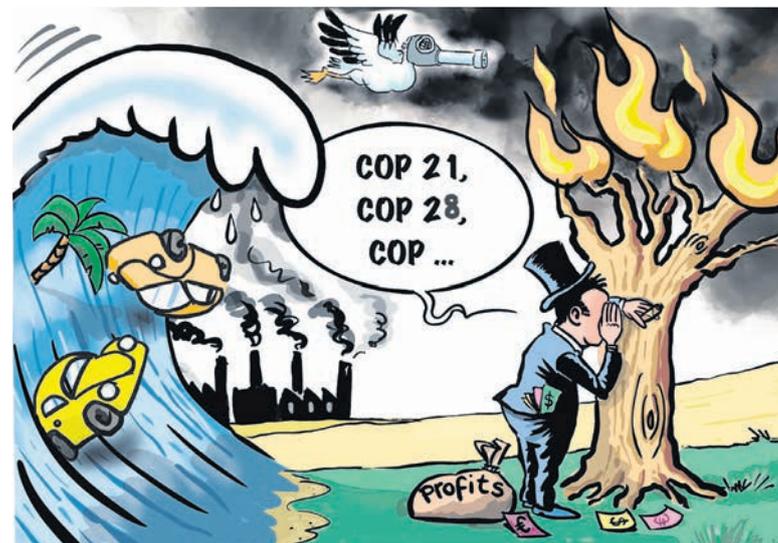
Ces décisions en faveur de groupes capitalistes n'ont rien d'étonnant. Plus de 2 500 représentants des intérêts des firmes des énergies fossiles étaient présents à Dubaï, quatre fois plus que pour la COP 27! Le gouvernement français a d'ailleurs intégré dans sa délégation officielle le PDG de TotalEnergies. Le président de cette COP était le PDG d'ADNOC, la compagnie pétrogazière des Émirats arabes unis. D'après la

BBC, il aurait même utilisé sa fonction de président de la COP pour conclure des marchés d'énergies fossiles avec le Canada et l'Australie.

Alors que le réchauffement climatique met en péril la vie de centaines de

millions de personnes, principalement dans les pays les plus pauvres, et la planète tout entière, la seule préoccupation de ces capitalistes est de continuer à faire leurs profits.

**Arnaud Louvet**



# Niger: les sanctions ne frappent que la population

Depuis maintenant quatre mois, le Niger subit les sanctions économiques imposées à la suite du coup d'État du 26 juillet par l'organisation régionale des États d'Afrique de l'Ouest, la Cédéao.

Si elles n'ont aucunement fait plier la junte au pouvoir, les sanctions ont par contre considérablement aggravé les conditions d'existence d'une population qui était déjà parmi les plus pauvres du monde.

À l'origine, les chefs d'État de la Cédéao et derrière eux les puissances impérialistes exigeaient la libération du président déchu Mohamed Bazoum et son retour à la tête de l'État. Ils menaçaient la junte au pouvoir et son chef, le général Tiani, d'une intervention armée. Au fil des mois, cette option militaire a été de plus en plus reléguée à l'arrière-plan, le président du Nigeria, dont l'armée aurait fourni l'essentiel des troupes, ayant réalisé qu'une telle aventure était grosse de menaces pour la stabilité de son propre pays.

Mais les sanctions économiques demeurent et viennent encore une fois d'être confirmées. Elles consistent pour l'essentiel en fermeture des frontières, en particulier avec le

Nigeria, dont les habitants avaient coutume de commercer avec ceux du Niger, et avec le Bénin, qui fournissait le débouché maritime.

Non seulement cette attitude intransigeante n'a pas fait reculer Tiani, mais elle a même incité la junte à prendre de plus en plus de distances avec la Cédéao, la France et les autres puissances impérialistes. Les derniers soldats français devaient quitter le pays fin décembre 2023. La junte a dénoncé les accords honteux avec l'Union européenne, qui laissaient au Niger le soin d'intercepter les migrants en route vers la Méditerranée, et le pays a même constitué une alliance avec le Mali et le Burkina Faso, d'où les troupes françaises ont été également chassées. Cette Alliance des États du Sahel se pose désormais en rivale de la Cédéao. Pour couronner le tout, les dirigeants nigériens ont reçu en grande pompe le vice-ministre russe de la Défense et signé avec lui un protocole. Il pourrait être suivi de



À Maradi, dans le sud du Niger.

l'arrivée mercenaires russes de l'Africa Corps, le nouveau nom de la milice Wagner, ce qui posera un problème aux dirigeants américains dont les soldats sont encore positionnés au Niger.

Mais si les nouveaux dirigeants du pays, par ailleurs tout aussi antiouvriers et corrompus que les précédents, peuvent se targuer d'avoir résisté à toutes les pressions, la population, elle, est étranglée par les sanctions, qui durent. Les prix flambent, réduisant au minimum la ration alimentaire de chaque habitant. Le litre d'huile, qui était à 800 francs CFA (1,2 euro) est passé à 1400. Le sac de riz de 50 kilos a bondi de 11000 à 20000 francs CFA. La pénurie s'installe dans de nombreux foyers et il est souvent impossible de trouver de la farine pour faire du pain. La frontière avec le Nigeria n'est pas totalement étanche, mais il faut payer les trafiquants ou l'armée

pour faire passer les marchandises. Quant aux denrées que le gouvernement tente de faire venir du Burkina allié, elles doivent être protégées par des convois militaires, ce qui les renchérit d'autant.

Le budget de l'État nigérien était alimenté à 40 % par l'aide internationale, aujourd'hui suspendue. Les travailleurs des services publics, le principal employeur du pays, ne sont donc pour beaucoup plus payés depuis juillet. D'autre part, la monnaie du pays, le franc CFA, est fournie par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont le siège est à Dakar, au Sénégal. Elle n'arrive plus au Niger et les habitants manquent de liquidités. Ils font d'interminables queues aux distributeurs ou aux guichets de banque, où les retraits sont d'ailleurs limités.

Dans le domaine de la santé, la situation est tout aussi grave. Une vingtaine

d'organisations internationales, dont Médecins du monde, ont demandé à la Cédéao la réouverture immédiate de la frontière avec le Bénin, à titre d'exception humanitaire pour faciliter l'entrée de l'aide.

Ces organisations estiment que, entre octobre et décembre, 15% de la population a été contrainte à déménager faute d'accès à la nourriture ou à l'assistance. Le Niger doit faire face à une épidémie de diphtérie qui a tué 200 enfants depuis juillet, sur les 3000 cas recensés, et les sanctions entravent la campagne de vaccination en cours.

Chassée du Niger, qu'elle a pillé pendant des décennies, la France, par l'intermédiaire de ses obligés de la Cédéao, fait payer au prix fort à la population de ce pays la volonté de ses dirigeants de ne plus rester dans le giron de l'ancien colonisateur.

**Daniel Mescla**

## Méditerranée: noyés par la faute des dirigeants européens

Dans la nuit de jeudi à vendredi 15 décembre 61 personnes au moins, dont des femmes et des enfants, se sont noyées au large de la Libye en tentant de gagner l'Europe.

Dans ce naufrage, le dernier d'une horrible série qui a fait au moins

2 000 victimes cette année, tout est révoltant. Un avion de Frontex, l'agence

européenne chargée de surveiller les frontières, avait repéré l'embarcation, manifestement en train de sombrer. Les autorités libyennes, prévenues, avaient refusé d'intervenir, prétextant de trop fortes

vagues. Lorsqu'un bateau de commerce est enfin arrivé, après s'être dérouté, il n'y avait plus que 25 survivants. Frontex a exigé que ces malheureux soient reconduits en Libye, où ils ont été immédiatement enfermés dans un camp de rétention. Il est à craindre qu'ils y subissent les exactions habituelles de la part des gangsters que l'Union européenne paie pour garder ses frontières.

L'Ocean Viking, navire d'une ONG de secours aux migrants, était pourtant sur zone 24 heures auparavant. Mais, ayant déjà secouru des naufragés, il a été contraint par la loi italienne de rejoindre immédiatement un port désigné, avec interdiction d'effectuer une autre opération de sauvetage.

Les dirigeants européens sont responsables de ces morts. C'est leur monde qui engendre la guerre et la misère qui pousse les migrants sur des canots pneumatiques à la recherche d'un coin pour vivre. Et ils sont coupables parce que ce sont leurs lois qui font que l'Ocean Viking n'a pas pu intervenir et que les survivants ont été mis en prison, voire pire. Ils sont de plus en train de les tuer une deuxième fois et de préparer de nouveaux morts en encourageant, dans chaque pays de l'UE, de répugnantes campagnes xénophobes. La loi sur l'immigration de Darnaud est en est la déclinaison française.

**Paul Galois**



Un sauvetage de migrants en Méditerranée par le Humanity 1.

# Casino : la dictature des actionnaires

**Dimanche 17 décembre, 2 500 personnes ont manifesté à Saint-Étienne, contre le dépeçage annoncé du groupe Casino, qui menace 50 000 travailleurs en France et 200 000 dans le monde.**

Dans cette ville où se trouvent le siège, un entrepôt et de nombreux magasins du groupe, l'inquiétude est grande : qui va être repris, qui va être licencié ? Et que vont devenir les générations futures dans une région déjà sinistrée ?

Dans cette ville ouvrière, l'affaire rappelle à beaucoup les fermetures passées : Manufrance, Creusot-Loire, Giat ou les mines, et bien d'autres plus récentes, comme chez l'équipementier automobile ZF-Mécacentre. Chaque fois, les travailleurs ont été sacrifiés mais les fortunes des bourgeois qui possédaient ces entreprises ont été préservées.

Pendant des années, le groupe Casino a enrichi des familles d'actionnaires, les Guichard, fondateurs du groupe ou les Kemlin. Leurs fortunes se sont bâties sur l'exploitation de générations de travailleurs, dans les magasins, les entrepôts, les camions et les bureaux. Dans les années 1990, l'actuel PDG Jean-Charles Naouri a multiplié les rachats de sociétés, en s'endettant toujours plus. Ancien haut-fonctionnaire dans des cabinets de gouvernements sous Mitterrand, Naouri est devenu lui-même un financier, s'enrichissant du travail des salariés du groupe Casino à l'échelle internationale.

Depuis des années, autour de ce groupe, une guerre économique s'est engagée entre capitalistes de la distribution et de la finance, pour racheter ou revendre des enseignes à tour de bras et créer des holdings financières. Cette guerre a fait gonfler la dette du groupe jusqu'à plus de 6 milliards d'euros. Après avoir prélevé leur part, les actionnaires et les banques ont exigé le remboursement des dettes. Naouri a revendu ses parts au milliardaire tchèque Kretinsky qui a aussitôt annoncé la vente à la découpe du groupe. Ces annonces ont aiguisé les appétits des concurrents, Intermarché, Auchan, Lidl et Carrefour, fait plonger les actions et élargi le périmètre du dépeçage de Casino.

Dans la presse locale, les élus – le maire LR, le député



macroniste et d'autres – se répandent avec leurs « solutions ». Le 17 décembre, ils se pavanaient en tête de la manifestation. La gauche en appelait à l'« union sacrée » et demandait au gouvernement de « prendre ses responsabilités » tandis que les discours des responsables syndicaux étaient de la même eau. Tous en appellent aux mânes du fondateur de Casino Geoffroy Guichard, présenté comme un « patron visionnaire », et ils demandent à Macron, ou au repreneur milliardaire Kretinsky, d'être aux côtés des salariés. Au rassemblement se trouvait même Xavier Kemlin, arrière-petit-fils de

Geoffroy Guichard, qui sort de son chapeau un prétendu plan de reprise. Des ennemis des travailleurs sont ainsi présentés comme ceux qui pourraient apporter une solution !

Casino est présenté comme un emblème de Saint-Étienne, au point que le stade de football se nomme Geoffroy-Guichard. Aujourd'hui la marque est surtout à l'image d'une société capitaliste folle où la production comme la distribution des marchandises indispensables à la vie quotidienne se marchandent entre capitalistes en quête de profits.

**Correspondant LO**

## Découper pour mieux licencier

**Le tribunal de commerce a choisi l'offre de reprise formulée par Intermarché et Auchan et validée par le milliardaire Kretinsky, lui-même futur repreneur du groupe Casino d'ici mars 2024. Intermarché et Auchan se partageront donc les 313 hypers et supermarchés encore sous enseigne Casino.**

Deux autres offres concurrentes avaient été déposées, l'une de Carrefour, l'autre de Lidl. Carrefour souhaitait également mettre la main sur tout ou partie du réseau de proximité de Casino, à savoir tous les magasins de plus petit format, au nombre de 6 392, sous enseigne Petit Casino, Spar, Vival ou Sherpa. Il a été débouté. Et si on ajoute Leclerc qui souhaitait compléter son parc de magasins par quelques hypermarchés, on peut dire que le vol de rapaces au-dessus de la proie Casino était au complet.

Les gagnants vont donc pouvoir maintenant s'atteler au démantèlement du

groupe Casino. Et, dans cet objectif, ils espèrent que les 50 000 salariés du groupe attendront sans rien dire leurs décisions. Pas de chance, plusieurs milliers de salariés de Casino et d'habitants de Saint-Étienne ont manifesté dimanche 17 décembre contre les menaces de fermeture de sites et les suppressions massives d'emplois. Cela ne peut être qu'un début.

Car la restructuration des enseignes du groupe et son partage prévoient la disparition de magasins, la fermeture d'entrepôts, mais aussi le regroupement de sièges sociaux avec son lot de suppressions d'emplois. Et c'est

bien ce que craignent, à juste raison, les 1 700 salariés du siège de Casino situé à Saint-Étienne. Ces craintes sont confortées par les déclarations du futur repreneur Kretinsky sur son intention de regrouper le siège de Casino avec ceux de Monoprix et Franprix, tous deux situés en région parisienne. Il faut ajouter le partage des

313 magasins Casino qui se fera entre Intermarché et Auchan, entraînant la disparition de l'enseigne Casino. Et sur ce point, c'est le silence radio de la part des repreneurs.

Alors, la seule certitude – et tous les travailleurs peuvent le constater – c'est que les riches familles qui contrôlent toutes ces

enseignes ont les moyens de mettre des milliards sur la table pour se racheter les uns les autres et gagner des parts de marché. Et c'est aux salariés qu'ils entendent faire payer cette guerre, en supprimant massivement des emplois, avec des conséquences dramatiques pour des régions entières.

**Philippe Logier**

## Safran – Villaroche : GCA en grève pour les salaires

**Une trentaine de travailleurs de GCA, un prestataire logistique présent notamment sur le site de Safran – Villaroche, en Seine-et-Marne, se sont mis en grève totale pour les salaires les vendredi 15, lundi 18 et mardi 19 décembre.**

GCA, groupe de 10 000 salariés qui ne cesse de se développer, annonce que son chiffre d'affaires a doublé en dix ans pour atteindre 1,6 milliard d'euros. Pour les salaires par contre, la direction a annoncé 4 % d'augmentation, nettement en dessous de l'inflation, qu'elle a même révisée à la baisse, à 3,5 %, sous prétexte que l'inflation serait moins forte en fin d'année !

La grève a donc démarré vendredi 15 décembre sur trois sites de GCA, à

Villaroche, mais aussi à Valenciennes et Saint-Nazaire. Les salariés n'acceptent pas ces 3,5 % et exigent un treizième mois. Ils sont caristes, nacellistes ou préparent des colis pour la livraison de pièces aux chaînes de montage. Prestataires comme sous-traitants sont indispensables pour qu'un groupe comme Safran sorte ses moteurs d'avion.

Les patrons de GCA ont donc mis les chefs au travail, mais ils ne sont pas très performants et des

intérimaires de l'équipe inverse ont dû être rappelés pour essayer de sortir le travail. Quant aux chefs de Safran, ils étaient main dans la main avec ceux de GCA pour essayer d'empêcher les grévistes d'aller rencontrer leurs collègues dans un autre bâtiment de l'usine.

Lundi 18 décembre, la direction de GCA est même venue dire : « Si vous continuez la grève, vous n'aurez rien, mais si vous reprenez le travail, on vous paye les deux jours de grève. » Un petit chantage qui n'a pas impressionné les grévistes : le lendemain, le mouvement continuait !

**Correspondant LO**



## CGI – Bordeaux : de nombreuses raisons d’être en colère et en grève

Le 7 décembre, plusieurs dizaines de salariés de CGI sur les mille du site de Bordeaux ont fait un premier jour de grève dans cette entreprise de 90 000 salariés dans le monde, qui intervient comme prestataire informatique pour des banques et des grands industriels.

Depuis quelques mois, la grogne s’est installée. L’annonce d’une augmentation de 2,8 %, soit 80 euros en moyenne ne satisfait personne, d’autant plus que les bénéfices nets de CGI ont augmenté de 11 % pour atteindre 1,11 milliard d’euros, plus de 1 000 euros par salarié et par mois dans le monde. Fin octobre, lors d’un débrayage, les travailleurs présents ont décidé de s’adresser à leurs collègues via un sondage qui a confirmé le mécontentement sur les salaires. Plus de 90 % des 200 sondés se sont dits

insatisfaits et 39 % se sont dits prêts à faire grève.

Une cinquantaine de salariés se sont donc mis en grève et réunis le 7 décembre pour discuter des salaires, évoquant les difficultés croissantes pour trouver un logement et boucler les fins de mois. La communication de la direction sur les jours de télétravail inquiète aussi tout le monde. La mise en place du flex office fait craindre de ne plus avoir de bureau à soi avec ce que cela implique, comme l’obligation de réserver sa place pour le lendemain, et

du point de vue du réglage du matériel. Sans oublier qu’avec l’explosion des prix et l’absence de cantine, les tickets-restaurant ne permettent plus de déjeuner autour de l’entreprise.

Les grévistes ont fait connaître les revendications votées : 400 euros de plus par mois et le refus du flex office, faisant le tour des bureaux et rédigeant un tract diffusé dès le lendemain matin à une quinzaine. Même bien conscients que la situation se dégrade, beaucoup de salariés ne se sentent pas encore de faire grève, mais la plupart ont tenu à témoigner leur soutien aux grévistes, qui ont décidé après discussion de reprendre le travail le lendemain.

Les mauvais coups tombent régulièrement, alors il faudra continuer d’essayer de convaincre de la nécessité de se défendre. La direction a d’ailleurs rapidement remis tout le monde en rogne, en annonçant qu’une prime habituelle ne sera pas versée en début d’année du fait des « mauvais » résultats de l’entreprise. La rentrée de janvier pourrait bien être agitée.

Correspondant LO

## Hôpital Paul Guiraud Villejuif et Clamart : trois jours de grève à la cuisine

Du 6 au 8 décembre, un certain nombre de travailleurs du service cuisine, comptant plusieurs dizaines de salariés sur les deux sites hospitaliers de Villejuif et Clamart en banlieue parisienne, ont fait grève.

Le mois précédent, la nouvelle direction avait licencié deux employés recrutés en contrat à durée déterminée sur des postes permanents.

La demande émanait du chef de la cuisine. Particulièrement arrogant et méprisant, il mettait la pression sur les travailleurs en nombre insuffisant sur les postes, changeant au dernier moment certains horaires ; il voulait imposer le pointage et a refusé plusieurs congés de fin d’année. Voilà qui a fait déborder le vase d’un mécontentement qui couvait depuis longtemps. Son comportement et le sous-effectif permanent ont fini par convaincre des travailleurs de se mettre en grève.

La grève a commencé le matin dès 6 heures par un rassemblement. Il a permis les discussions entre grévistes et assignés. La direction a assigné certains pour assurer le service minimum qui comporte la production

des repas des patients alors que les deux selfs pour le personnel ont été fermés.

Dans une bonne ambiance, la grève a été votée chaque jour ainsi que l’organisation des journées. Une manifestation dans les allées à Villejuif a été organisée jusque sous les fenêtres de la direction. Plusieurs services ont manifesté leur soutien aux grévistes et la directrice qui a plusieurs fois essayé de diviser le personnel en disant qu’il y avait un problème avec certains a plutôt mis tout le monde contre elle !

Finalement, la direction a dû reculer sur le pointage, a promis l’affichage des plannings à temps, l’embauche de saisonniers pour les périodes de congés de fin d’année et s’est engagée à créer un poste tournant sur plusieurs tâches. Les grévistes ont alors voté la reprise, contents d’avoir relevé la tête.

Correspondant LO



## Aubervilliers : contre la fermeture de la Bourse du travail

Depuis que la maire UDI, Karine Franklet, a annoncé la fermeture de la Bourse du travail d’Aubervilliers à la fin 2023, manifestations et rassemblements se succèdent. Le dernier était prévu pour le jeudi 21 décembre devant la mairie.

Un grand bâtiment, construit en 1907 et plusieurs fois rénové, très bien situé en centre-ville, abrite actuellement les organisations syndicales et leurs activités. La maire reproche aux huit syndicats qui l’occupent de coûter trop cher aux finances municipales en frais d’entretien, pour une utilisation « disproportionnée » dit-elle, alors que d’autres associations demandent des salles. Et tout

cela pour « recevoir des salariés qui ne sont pas forcément Albertivillariens » !

Bien sûr, elle se défend d’une position « idéologique » mais on peut en douter ! Un lieu d’aide aux sans-papiers, aux travailleurs contestant leur licenciement, à tous ceux qui dans cette ville encore très populaire de près de 90 000 habitants ont de multiples problèmes, n’est sûrement pas dans « l’idéologie »

de l’équipe municipale dirigeante. Comme dans d’autres banlieues limitrophes de Paris, la priorité est d’attirer des salariés plus aisés, l’évolution du coût des logements en est la preuve.

Les Bourses du travail ont été créées à l’origine comme des lieux de rencontre entre travailleurs, d’éducation syndicale et politique, de culture ; elles ont beaucoup changé mais leur disparition est une entrave supplémentaire aux possibilités de se réunir. Elles doivent rester ouvertes, à Aubervilliers comme ailleurs.

Sylvie Maréchal

## Hôpital Lyon Sud : la santé, pas l’armement !

Les Urgences de l’hôpital Lyon Sud, à Pierre-Bénite, annonçaient 12 heures d’attente dimanche 17 décembre. C’était même « 16 heures d’attente », titrait *Le Progrès* du lundi. Le manque d’effectif médical et paramédical à tous les niveaux dans les hôpitaux de la métropole de Lyon et du département fait que des Urgences ne fonctionnent plus 24 heures sur 24. Sans compter les lits fermés faute de personnel et le manque de médecins de ville.

Alors que l’on est en

pleine saison épidémique, les Urgences n’arrivent plus à absorber les arrivées de malades et c’est le cas déjà depuis plus d’une décennie. Et ce n’est certainement pas le recours à l’appel au 15, présenté comme le sauveur des urgences, qui peut résoudre tous ces manques.

Si le gouvernement se demande comment sortir de ce scandale sanitaire, il n’a qu’à prendre sur les 413 milliards donnés à l’armement pour en consacrer à la santé.

Correspondant LO

## Médiapost : un drame social en prévision

Pendant des années, comme de nombreux groupes capitalistes, La Poste a développé des filiales pour payer encore plus mal une partie des employés.

Médiapost, filiale à 100% de La Poste, était donc chargée de la publicité non adressée, c'est-à-dire principalement celle des magasins, même si La Poste en faisait aussi distribuer par des facteurs dans de nombreuses villes. Jusqu'au 31 décembre, les facteurs le font sur la moitié des 24 millions de boîtes aux lettres en France, le reste étant fait par Médiapost ou Adrexo.

Médiapost distribuait aussi des colis, en sous-traitance pour La Poste, dans quelques départements.

Fin octobre, La Poste a annoncé qu'elle reprendrait l'activité de Médiapost et tous ses employés, soit environ 5 000 travailleurs sauf le commercial, à compter du 1<sup>er</sup> février 2024. Pour l'instant, elle les reprend avec leurs contrats et statuts, comme la loi l'y oblige.

Ensuite, elle aura quinze mois pour trouver un accord avec les syndicats sur l'avenir de ces travailleurs.

Actuellement, La Poste propose donc aux médiapostiers des immersions dans les métiers de facteur ou de trieur en centre de tri. Cette réintégration pourrait être perçue comme une amélioration en termes de salaire et de conditions de travail. Mais c'est l'inverse qui se profile, hormis pour les distributeurs de colis, qui vont juste changer de chefs.

En effet, si La Poste assure, sur le papier, vouloir reclasser tout le monde, elle sait parfaitement que de nombreux médiapostiers ne s'y retrouveront pas. Elle ne leur proposera que des temps pleins, alors qu'ils sont nombreux, pour des raisons diverses, à travailler à temps partiel. Il y a ces retraités qui, ayant une pension trop faible, complètent leurs revenus en distribuant de la publicité quelques heures par semaine. Il y a aussi des travailleurs des campagnes choisissant un travail à temps partiel qu'ils peuvent effectuer autour de chez eux. Et ils sont aussi nombreux à ne pas avoir de

voiture.

On entend donc déjà des chefs dire tranquillement à des retraités qu'il serait bien qu'ils démissionnent. À bas bruit, c'est un drame social qui se prépare dans les bureaux des hauts dirigeants de La Poste.

L'intégration de Médiapost va aussi avoir des répercussions sur les facteurs. Ainsi La Poste compte ajouter dans leurs sacs la distribution de toute la publicité non adressée. Depuis des années déjà, elle réintègre la publicité au compte-gouttes. Mais cette fois, ce sera franc et massif : toute la publicité, pour tous les véhicules et dans toutes les communes. Le poids que cela représente n'est tout à coup plus un problème pour les ergonomes et spécialistes

de la prévention de la santé au travail!

Dans les deux ans à venir, La Poste compte imposer ces changements lors des réorganisations. Les médiapostiers risquent donc de perdre leur emploi au fur et à mesure, alors que la Poste aurait parfaitement pu conserver des métiers distincts.

Menace sur l'emploi des ex-médiapostiers, dégradation supplémentaire pour les facteurs : ce n'est pourtant pas une fatalité. Une colère légitime commence à se faire sentir du côté des médiapostiers, bien qu'ils soient souvent isolés les uns des autres. Les postiers devront lutter à leurs côtés pour sauvegarder les emplois de tous, et dans des conditions qui ne soient pas dignes du Moyen Âge.

Correspondant LO

CLAIRE MARION LE TELEGRAMME



À Lorient.

## SGD – Sucy-en-Brie : profits sur la santé des salariés

À l'usine SGD de Sucy-en-Brie, qui emploie 350 travailleurs et fabrique des emballages en verre pour la pharmacie, la modernisation signifie des machines de plus en plus performantes, qui produisent toujours davantage de flacons avec de moins en moins de salariés.

La direction rêve d'une automatisation totale, depuis la goutte de verre qui tombe dans un moule en début de fabrication, jusqu'aux robots qui font les packs et les empilent sur les palettes à l'autre bout de la chaîne. Mais en réalité le travail humain est indispensable, et les salariés interviennent pour régler, réparer, débloquer, changer de fabrication, voire faire les palettes à la main quand les machines sont en panne. Comme le personnel est en nombre insuffisant, la pression de l'encadrement est forte et l'embauche

d'intérimaires pour boucher les trous prend de plus en plus d'ampleur.

Résultat, le nombre d'accidents est en hausse de façon impressionnante et scandaleuse. Brûlures, doigts écrasés ou percés par des aiguilles de verre, accidents en débloquent les convoyeurs, dos esquinés par le port de charges lourdes, atteintes cardiaques dues aux horaires décalés et à la chaleur... le compteur qui annonce le nombre de jours depuis le dernier accident revient à zéro plusieurs fois par mois. Et encore, l'encadrement

s'arrange pour que de nombreux petits accidents ne donnent pas lieu à des arrêts de travail, ou soient déclarés en maladie.

La direction a le cynisme de déclarer qu'il y a des accidents parce que « nous sommes dans une verrerie », comme si c'était une fatalité liée au métier. En réalité, la sécurité n'est présente à l'usine que sous la forme de vagues déclarations, par exemple : « Ne mettez pas les mains dans une machine en mouvement ! » Mais la pression de l'encadrement est forte pour ne pas arrêter une ligne de fabrication en cas de problème.

La seule chose qui pourra empêcher ces accidents est la réaction collective des salariés pour défendre leur peau.

Correspondant LO

## Amazon – Brétigny : beignets ou financiers ?

Dans les sites d'Amazon, la période avant les fêtes de fin d'année correspond à un pic de l'activité. Le nombre d'intérimaires augmente, en particulier sur le site de Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne, qui arrive à environ 8 000 salariés. Pour galvaniser les troupes, la direction a organisé tout au long de la semaine des distributions de beignets, pastels et bissap le long du chemin des pauses, et même des danses orientales à la cantine.

La cerise sur le gâteau a été la journée « challenge record », où 845 000 colis ont été

préparés sur un site prévu pour 800 000. Cela a eu au moins l'intérêt de bien faire rire quand les chefs ont tenté de tenir les postes pendant la pause des ouvriers. Mais cela ne masque pas le fait que les travailleurs ont trimé ce jour-là plus encore que d'habitude.

Aux actionnaires les dividendes accrus, et aux ouvriers les beignets... mais ce n'est pas avec cela qu'on paye son loyer. Le slogan publicitaire d'Amazon pour les fêtes est « la fabrique de la joie ». C'est surtout la fabrique du profit!

## Les robots licenciés ?

Le site Amazon à Brétigny-sur-Orge est réputé pour ses étagères robotisées qui se déplacent toutes seules, ce qui en fait une vitrine de l'organisation patronale en France.

Pourtant, en cette période de hausse d'activité à l'approche des fêtes, la direction a décidé de mettre à l'arrêt les robots articulés qui mettent les colis sur les convoyeurs et de les remplacer par

des travailleurs, qui apparemment lui paraissent plus rentables et plus rapides que les robots. Peu importe aux patrons les tendinites causées par les gestes répétitifs. Ils sont prêts à reprendre les vieilles méthodes du passé si cela peut leur rapporter plus sur le moment. Plutôt rétrograde pour une entreprise qui se vante de se préoccuper des conditions de travail.

Correspondant LO

## Valeo – Angers : en grève pour les salaires

L'usine Valeo d'Angers, dans la ZI d'Écouflant, où sont fabriqués des projecteurs pour l'automobile, est la plus grosse de l'agglomération angevine, avec 1 160 salariés. Une grève y a démarré vendredi 8 décembre, avec pour revendication 250 euros d'augmentation pour tous.

À l'appel de la CGT et de FO, des débrayages ont été organisés dès le mardi 5 dans toutes les équipes, car les propositions de la direction en cette période de NAO (Négociations annuelles obligatoires) étaient très loin du compte. Seulement 2 % d'augmentation, alors que l'an passé le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 16 % et que les dividendes versés aux actionnaires sont eux aussi en hausse, c'était une provocation.

Décidée donc pour le vendredi 8, la grève a été reconduite chaque jour jusqu'au mercredi 13 au soir. Sur le piquet de grève réunissant

entre 150 et 200 grévistes, les discussions ont été nombreuses, notamment sur les difficultés à vivre de son salaire avec l'inflation de ces derniers mois. Conscients qu'il fallait étendre le mouvement, les grévistes ont fait des tours d'atelier pour discuter avec les hésitants, martelant l'idée que, pour arracher de réelles augmentations de salaire, il fallait être nombreux. La direction a eu du mal à cacher son énervement face à ces tournées, qui ont vu certaines lignes de production se vider et ont même convaincu des intérimaires de rejoindre le mouvement.



À l'assemblée générale du 13 décembre, les grévistes ont cependant fait le constat que, trop peu nombreux en lutte, ils n'auraient sans doute pas la force de faire reculer la direction. Ils ont donc décidé de reprendre le travail, en se disant que ce premier échauffement avait au moins permis de créer des liens entre grévistes. Comme résumé dans leur

tract distribué pour la reprise: «*Nous n'avons pas gagné mais nous sommes battus. Cela vaut mieux que de courber l'échine. Organisons-nous maintenant pour la revanche!*»

Cette grève de Valeo a fait parler d'elle dans d'autres usines de l'agglomération, car les revendications sont partagées bien au-delà de la zone industrielle

d'Écouflant. Parmi les travailleurs ayant manifesté leur soutien au piquet de grève, il y a eu notamment des militants de Constellium, à Montreuil-Juigné, et de Hitachi, dans la zone industrielle de Saint-Barthélemy, qui comptent eux aussi appeler prochainement à des débrayages sur les salaires.

**Correspondant LO**

## Renault Technocentre – Guyancourt : les salariés de PEI se font respecter



Lors d'une précédente grève en juin 2022.

Samedi 2 décembre, au Technocentre Renault à Guyancourt dans les Yvelines, des salariés de la société de ménage PEI ont reçu une lettre recommandée leur annonçant leur mutation à Issy-les-Moulineaux à partir du lundi 11 décembre.

Ce courrier a été un choc pour eux, car personne ne les avait prévenus auparavant. Et quand bien même la direction centrale de PEI ou les responsables de PEI au Technocentre les auraient avertis, cette décision n'aurait pas été mieux acceptée.

La plupart habitent à Trappes, et certains encore plus loin. Embaucher à 7h du matin ou débaucher à 21h le soir, en faisant le voyage entre chez eux et Issy-les-Moulineaux, soit plus

de deux heures par jour en transports en commun, voilà ce que voulait leur imposer la direction de PEI.

Aussi, dès le lundi 4 décembre, ils se sont mobilisés et ont montré à la direction de PEI qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Ils leur ont rappelé la grève de 2022, où pendant six semaines les salariés avaient fait la démonstration de leur détermination contre la volonté des directions de PEI et de Renault de s'attaquer

à leurs salaires, leurs emplois et leurs conditions de travail.

Face à cette mobilisation, la direction de PEI a reculé et annulé les mutations. Cependant, le courrier qu'elle a envoyé aux salariés concernés laisse planer le doute sur une prochaine récurrence, la direction écrivant qu'elle étudie leur dossier.

Pour les salariés de PEI, ces tentatives de mutations forcées ont permis de réactiver les réseaux créés pendant la grève de 2022 et de montrer qu'ils restaient mobilisés et prêts à répondre aux mauvais coups de la direction.

**Correspondant LO**

## Renault – Le Mans : les outilleurs contre les cotations

Aux Presses de l'usine Renault du Mans, la vingtaine d'outilleurs se sont mis en grève le mercredi 13 décembre pour dénoncer leur future cotation dans le cadre de la nouvelle convention collective de la métallurgie.

La colère était grande lorsque ces travailleurs ont découvert que leur cotation serait C6 ou D7, en dessous de leurs camarades de maintenance et d'outilleurs d'autres usines du groupe comme Douai.

La grève a duré quatre jours, jusqu'au lundi 18 après-midi, suivie par tous les outilleurs sans exception et sur les trois équipes. Finalement, la direction n'a pas beaucoup reculé. Elle leur a ajouté un niveau D8, peut-être atteignable, mais sûrement pas pour tout le monde, mais elle n'est pas revenue sur le niveau C6 que les grévistes voulaient supprimer.

Néanmoins, les grévistes ont été contents de ne pas se laisser faire devant le mépris de la direction et d'avoir renforcé leurs liens entre les équipes. C'est un gage pour l'avenir face aux attaques.

Dans l'usine, qui compte près de 2 000 salariés, la nouvelle convention collective

suscite beaucoup de mécontentement. La direction a donné à chaque travailleur sa future cotation, mais pas encore le salaire correspondant. Or il est clair qu'elle a tout fait à la tête du client, les fiches d'emploi ne correspondant pas au travail effectué et les cotations étant différentes pour des ouvriers travaillant sur des postes similaires. Le sentiment général est que la direction veut bloquer pour des années les salaires et baisser ceux des futurs embauchés, tout en essayant de semer la division entre les travailleurs de chaque atelier.

Cette réaction unanime des outilleurs a été dans les discussions de bien des travailleurs de l'usine, mais elle n'a pas encore donné envie à d'autres de les suivre. C'est pourtant tous ensemble, par-delà les tentatives de division de la direction, que les travailleurs pourront s'opposer aux reculs qui s'annoncent.

**Correspondant LO**

# ArcelorMittal – Dunkerque et Mardyck : la colère s'étend

L'usine ArcelorMittal de Dunkerque produit des bobines d'acier, celle de Mardyck retravaille cet acier, notamment pour l'automobile. Les deux usines sont proches l'une de l'autre, reliées par une ligne de chemin de fer.

Les débrayages ont commencé le 4 décembre, à la suite des annonces de la direction du groupe concernant les négociations annuelles obligatoires (NAO). Elle proposait une augmentation de 90 euros brut pour les ouvriers et les techniciens. De nombreux travailleurs des deux usines ne l'ont pas acceptée.

Le groupe ArcelorMittal est immensément riche. Depuis le début de l'année, 800 millions d'euros ont été versés aux actionnaires. Entre janvier 2021 et septembre 2023, le bénéfice net du groupe est de 25,5 milliards d'euros. Et la direction ose prétendre qu'elle n'a pas les moyens d'augmenter davantage les salaires!

Les débrayages sont organisés à chaque poste, de jour comme de nuit, souvent à l'initiative des militants de la CGT, qui demandent 300 euros brut et 56 centimes d'indemnité de déplacement kilométrique. Des secteurs qui d'habitude ne se mobilisent que peu

ou pas du tout participent de manière importante au mouvement. Même si, à la seconde réunion de négociation, la direction est passée à 100 euros brut et 7 centimes d'indemnité de déplacement, pour les travailleurs mobilisés, c'est très loin du compte. Ce n'est pas parce que les syndicats CFDT et CFE-CGC ont signé l'accord qu'ils se sentent liés par cette signature.

Depuis le 8 décembre, plus une bobine n'est sortie du Train à chaud. L'aciérie a été plusieurs fois à l'arrêt. Un seul haut-fourneau fonctionne, au ralenti. Les autres sites du groupe sont fortement touchés : à Florange (Moselle), à Montataire (Oise), à Basse-Indre (Loire), à Mouzon (Ardennes), à Desvres (Pas-de-Calais). En effet, des débrayages ont également lieu sur ces sites, et de plus, ils ne sont plus approvisionnés par l'usine de Dunkerque. L'impact est tel que les sites de Desvres et Montataire seront prochainement à l'arrêt.

Il n'y a pas que les NAO



LOIC BEUNAICHE

qui sont contestées par les travailleurs. La nouvelle convention de la métallurgie, qui devrait s'appliquer dès janvier 2024, provoque la colère. Écrite et défendue par le grand patronat de la métallurgie, elle propose de nouvelles classifications de métier qui sont incompréhensibles. La seule chose tout à fait claire, c'est qu'elle est défavorable aux travailleurs.

Depuis le début des débrayages, la production est très fortement perturbée. Mais la direction continue de jouer les gros bras. Au début, elle s'est permis,

pour la première fois lors d'une grève et en accord avec la préfecture, d'envoyer la police et la gendarmerie chez des travailleurs en pleine nuit, pour les réquisitionner, sous prétexte de mise en danger des installations. Cette provocation a fortement indigné et la mobilisation s'est étendue. Le 18 décembre, la direction a reconnu une perte de production de 115 000 tonnes de bobines d'acier. Elle a perdu davantage que si elle avait cédé aux revendications.

La direction affirme que « la négociation est

terminée ». Mais la détermination des travailleurs est intacte, la mobilisation continue et elle est très bien vue par ceux des sites alentour, à commencer par ceux de la sous-traitance qui sont nombreux sur les deux usines. Cette mobilisation pourrait entraîner d'autres travailleurs d'autres usines, car les revendications sur les salaires et les conditions de travail concernent l'ensemble de la classe ouvrière. Et l'extension de la mobilisation pourrait faire ravalier son arrogance à la direction d'ArcelorMittal.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal décembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Argentine : nouveau président, vieilles recettes

À la mi-novembre, le futur président argentin, Javier Milei, qui avait promis, tronçonneuse à la main, de découper la caste politique et le poids de l'État dans l'économie, est allé s'afficher à Washington.

Milei veut montrer qu'il est dans le camp des États-Unis, d'Israël et de l'Occident en promettant que l'Argentine ne rejoindra pas les BRICS. Lors de son investiture, le 10 décembre, il n'a pas fait sa déclaration devant les parlementaires, comme c'est la coutume, mais en tournant le dos au Parlement et en annonçant à ses soutiens... un « choc brutal » d'austérité. Mais s'il a tourné le dos à ce siège de la « caste politique » honnie, il n'a pas eu d'autre choix que d'y puiser quelques chevaux de retour pour former un gouvernement.

On y retrouve Patricia Bullrich, à qui Milei doit son élection grâce à ses voix de candidate de droite. Elle avait fait ses premières armes dans le gouvernement du radical De la Rúa (1999-2001), fracassé dans le krach de décembre 2001, et y était ministre du Travail quand le chômage

explosait. Présente dans le gouvernement de droite de Macri (2015-2019) chargée de la Sécurité, elle s'est aussi illustrée dans la répression contre les classes populaires et reprend le même poste avec Milei. Anticipant les réactions, ces ministres annoncent qu'ils s'opposent aux manifestations et aux blocages de routes, traditionnels en Argentine, et que les organisateurs seront poursuivis.

Pour le ministère de l'Économie, Milei a recruté Luis Caputo, ex-trader des banques Morgan et Deutsche Bank, déjà à ce poste sous Macri. On lui doit l'endettement géant contracté auprès du FMI et les mesures d'austérité qui l'ont accompagné. Pour l'épauler, un de ses pairs, Santiago Basili, va diriger la Banque centrale, qui ne disparaît pas, contrairement aux promesses de Milei. De même, ce qu'il appelait



Milei durant son investiture.

l'« excrément », le peso, n'est pas remplacé par le dollar. En revanche, sa valeur est dévaluée de 50%, ce qui ne peut que faire redoubler une inflation déjà forte.

Caputo annonce une cure d'austérité qui pourrait durer deux ans et peut-être plus. Les subventions à l'énergie et aux transports devraient être supprimées, ce qui ferait exploser les tarifs d'électricité, de gaz, d'eau, des trains, bus, et métros. Il est question aussi de privatiser tout ce qui peut

encore l'être, avec des licenciements prévisibles.

Outre les politiciens, Milei recycle donc les vieilles recettes ultralibérales qui étaient déjà celles des militaires pendant la dictature (1976-1983) et du gouvernement Menem, (1989-1999) qui ont conduit au krach de 2001 et qui pourraient avoir les mêmes effets.

Le nombre de ministères ayant été réduit de 15 à 8, ceux de la Santé, de l'Éducation, du Travail et de

l'Énergie, entre autres, sont devenus de simples secrétariats d'État, et des postes de fonctionnaires sont menacés. Le syndicat des travailleurs de l'État estime que près de 100 000 postes pourraient disparaître.

Une partie de ces annonces doivent encore être entérinées par le Parlement, où Milei n'a aucune majorité. On mesurera bientôt le degré d'opportunisme des parlementaires. Les centrales syndicales, plutôt proches de l'opposition péroniste, disent préparer une réponse unitaire face aux attaques annoncées.

Milei a aussi choisi une vice-présidente, Victoria Villaruel, connue pour sa complicité avec les militaires qui, pendant la dictature, ont assassiné quelque 30 000 opposants, dont un tiers d'ouvriers. Les organisations humanitaires qui n'ont eu de cesse que ces tortionnaires soient poursuivis craignent que les procès en cours puissent être interrompus. Tout cela ne devrait pas passer sans réactions.

Jacques Fontenoy

## Hongrie : une politique patronale qui fait scandale

Après des semaines d'attente, une des principales chaînes de la télévision hongroise a tout dernièrement rendu publics dans un reportage les agissements de la direction du groupe Continental en Hongrie contre les travailleurs, et la soumission d'Orban aux ordres de celle-ci.



Il y a près de deux ans, une grève unanime éclatit dans l'usine Continental de Mako, qui regroupe 1 700 salariés, en réponse à la remise en cause par la direction d'une partie des garanties contenues dans le contrat qui, en Hongrie comme aux États-Unis, gère les relations entre syndicats, travailleurs et direction. Il est en général conclu pour deux ans, et en dehors de son renouvellement ou de sa dénonciation, les grèves sont interdites.

Cette grève militante n'en a pas moins été victorieuse. La direction internationale du groupe, avec Nikolaï Setzer comme nouveau PDG, s'est vengé en faisant licencier les mois suivants une centaine d'ouvriers, parmi les plus actifs dans la grève. Puis, grâce à son contrat supervisé par le gouvernement allemand pour l'exploitation des paysans du caoutchouc en Indonésie, elle a fait venir 200 ouvriers de ce pays pour remplacer les licenciés. Alors qu'Orban

avait en principe fermé les frontières, à la suite de cela il a bien dû non seulement faire une exception pour Continental, mais aussi changer la loi pour tous les autres patrons.

Les ouvriers indonésiens ont été moins payés que ceux de Hongrie, avec un contrat de deux ans et obligés ensuite de rentrer au pays. Le but évident du patron était de briser la solidarité qui existait entre travailleurs après la grève et de créer une division, voire une hostilité entre travailleurs au sein de l'usine. Cela n'a pas réussi. Par ailleurs les représentants du groupe ont menacé de poursuites la journaliste et l'éditeur du journal informatique qui avaient rendu publique leur façon de licencier les grévistes, les menaçant de condamnations astronomiques et exigeant la relecture préalable de tout article sur Continental.

Le reportage n'en a pas moins été repris dans toute la presse, tandis qu'Orban et son gouvernement sont apparus pour ce qu'ils sont : derrière leur démagogie nationaliste et xénophobe, des

exécutants dociles des décisions des grands trusts.

Les grands capitalistes craignent par-dessus tout que les travailleurs brisent les divisions qu'ils tentent de créer entre eux. Les travailleurs sont forts quand ils s'unissent dans le combat

contre l'exploitation et les 200 000 travailleurs du groupe Continental dans le monde, au-delà des nationalités différentes, peuvent représenter une force énorme.

Paul Sorel

### Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 236 (décembre 2023 - janvier 2024) :

*Le 53<sup>e</sup> Congrès de Lutte ouvrière : textes et discussions*

- Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite !
- Russie, Ukraine et Europe de l'Est
- L'Afrique dans les rivalités impérialistes

- Les États-Unis en 2023
- Situation intérieure
- Motion sur les élections européennes
- Discussion sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes invités

*L'extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas*

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres.

